

« LES SÉANCES DE PHOTOS

ne peuvent aucunement se substituer à la volonté politique »

Le 23 janvier 2004, lors du Forum économique mondial tenu à Davos, en Suisse, le premier ministre Paul Martin a prononcé un discours-programme sur l'avenir de l'interdépendance mondiale. En voici des extraits.

À son meilleur, et ce n'est pas toujours le cas, le processus politique national est ouvert et dynamique. Il renferme la capacité de choisir avec discernement entre des priorités et des intérêts concurrentiels. Les débats et les échanges font partie de ce processus, que ce soit au sein de nos cabinets et de nos corps législatifs, ou dans le cadre de discussions communautaires avec nos citoyens, et ils mènent, bien entendu, à la prise de décisions.

Lorsqu'on s'intéresse de près à la scène internationale, on se rend compte qu'elle est étonnamment apolitique. Le dialogue entre nations adopte une tournure technocratique et indirecte plutôt que transparente et spontanée. Souvent, il s'articule davantage autour de la sauvegarde d'un processus que de la recherche de l'innovation. Et trop souvent, lors des grandes rencontres internationales, le dialogue suit un scénario préparé à l'avance et se déroule derrière des portes closes — portes qui sont des entraves aux consultations de l'extérieur et qui, malheureusement et de façon quasi générale, restent imperméables aux nouvelles idées. Cela ne veut pas dire que nous ne faisons pas de progrès. Simplement que le progrès est d'une lenteur tellement pénible.

Le débat entre dirigeants politiques doit s'affranchir du scénario prévu, où nos engagements doivent passer de la forme à la substance. Nous devons élargir notre conception traditionnelle des responsabilités des États souverains, en ce qui concerne non seulement celles qui incombent aux pays riches face aux pays pauvres, mais encore celles de tous les pays les uns par rapport aux autres.

La première obligation d'un État souverain doit être envers ses citoyens. Mais dans un monde interdépendant, il ne saurait s'acquitter d'une telle obligation qu'en étant partie prenante à l'univers qui déborde de ses propres frontières. Tous les États nourrissent aujourd'hui un intérêt réel et légitime face au bien-être des autres pays, ce qui confère aux dirigeants politiques une obligation particulière — celle de faire en sorte que nos systèmes internationaux concourent au mieux-être de tous.

Il nous faut des institutions multilatérales efficaces. Des institutions qui ne soient pas des fins idéologiques en soi, mais des instruments essentiels au bien-être national. Aucune nation ne peut, à elle seule, « contrôler » toutes les incidences de l'interdépendance. Nous pouvons toutefois collaborer avec nos voisins, avec nos amis et alliés, avec nos partenaires régionaux et internationaux. Car une chose est sûre : nous devons impérativement travailler ensemble.

Ce qui pose des difficultés aujourd'hui dans de nombreuses organisations internationales, c'est qu'elles n'ont pas été conçues de manière à faciliter la tenue de débats politiques informels comme ceux qui s'imposent. Les mandats, structures et procédures de vote du système onusien reflètent le paysage géopolitique de l'après-guerre. S'il n'est pas possible de les adapter aux réalités d'aujourd'hui et aux défis de demain, il arrivera de plus en plus qu'on les contourne.

Sachez que de très rares rencontres par-delà un fossé, ce n'est pas ce que j'envisage. Si, à l'instar du Canada, vous estimez qu'il est dans l'intérêt de tous qu'on en arrive à un déblocage de ces enjeux délicats, alors nous devons parvenir à réunir le bon groupe de pays autour d'une même table, et surtout à intervalles réguliers, mais dans un cadre non structuré. Il faut procéder à une certaine introspection, à une certaine confrontation des idées; par-dessus tout, nous devons nous demander honnêtement à quoi devraient ressembler nos pays dans 5, 10 ou 20 ans. Ce ne sera pas possible en regroupant les représentants de 100 pays autour de la table, ni même en formant de petits groupes... si les dirigeants brillent par leur absence.

Bref, les séances de photos ne peuvent aucunement se substituer à la volonté politique. Les dirigeants politiques sont appelés à travailler ensemble sur la scène internationale de la même façon dont ils travaillent dans leur pays, lorsqu'ils obtiennent des résultats heureux, c'est-à-dire qu'ils doivent engager des débats, explorer les possibilités et rechercher des solutions fondées sur des valeurs qui favorisent l'inclusion et non la division, qui sont stabilisatrices et non destructrices, pragmatiques plutôt qu'idéologiques.

Nous avons tous intérêt à ce que les systèmes internationaux fonctionnent bien; pour ce qui me concerne, je suis persuadé qu'ils ne donneront leur pleine mesure que s'ils s'adressent à tous les citoyens du monde. Un échec aura de terribles conséquences... et nos enfants et petits-enfants nous le reprocheront à juste titre. ❁

Pour lire la version intégrale du discours du premier ministre : www.pm.gc.ca

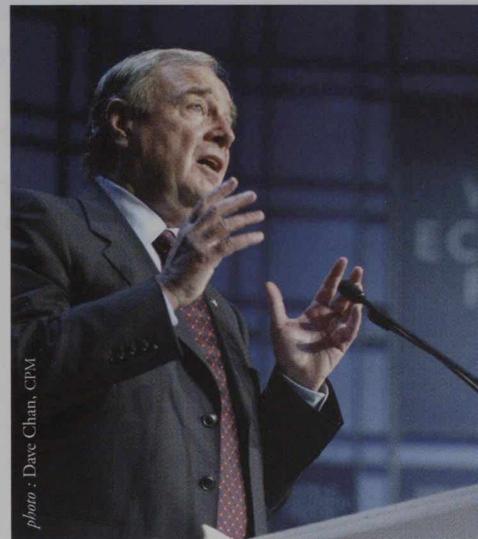


photo : Dave Chan, CPM